

Réunion SAFER, Charance, 9 septembre 2021

- **CONSTATS LOCAUX**

Dans une interview accordée au site phocéen destimed.fr le 15 mars 2021, Roger Didier raconte ceci : "On ne peut pas laisser faire une urbanisation galopante quand on sait comme il est difficile pour un agriculteur d'avoir des terres morcelées". Et de rajouter : « Nous avons protégé les terres agricoles ». Un rapide survol de la ville prouve le contraire, c'est factuel.

Voici la triste réalité : Il ne restait en 2017 plus que 85 exploitations agricoles contre 2007 en 1988.

A Gap, le morcellement urbain est devenu une véritable maladie pour la ville et les exploitants qui voudraient s'installer. On a même droit à des projets d'immeubles de trois étages au pied de Charance, en dehors de toute concertation, en dépit de la loi montagne et en dépit du bon sens lorsqu'on sait qu'il y a plus de **1800 logements vides sur la commune**. L'éclatement urbain est tel que la circulation automobile s'est de fait densifiée et l'air est de plus en plus irrespirable. A Gap, 1 jour sur 5, l'air est de mauvaise qualité ou de qualité moyenne ! (Sources Atmosud/ European air quality index).

Lorsqu'un paysan décède, ses enfants sont souvent attirés par l'argent facile plutôt que par le dur labeur, ils préfèrent vendre les terres, et nous voyons alors pousser des lotissements bouygues dans les champs. La mairie aurait pourtant le droit de préempter les champs pour les protéger mais elle ne le fait pas car elle attirée par l'appât du gain, par la manne financière des impôts et taxes.

Entre le 1er janvier 2013 et le 1er janvier 2018, la population gapençaise a augmenté de seulement 304 personnes, alors que la mairie prévoyait dans son PLU une augmentation de 600 personnes par an. Un PLU volontairement erroné qui a permis un étalement urbain injustifiable. Le grand gagnant a été le BTP, les perdants ont été les paysans et la nature.

Face à tous ces exemples, force est de constater que le maire de la ville n'a pas géré la ville en bon père de famille car un bon père de famille n'hypothéquait pas le futur. Ici, le mépris de la biodiversité et du monde agricole est clairement affiché.

L'artificialisation des sols, l'agriculture intensive ainsi que l'usage massif de pesticides, fongicides, insecticides, herbicides ont engendré une érosion de la

biodiversité si bien qu'en 2012 en France on recensait déjà **512 espèces de fleurs en danger critique.**

- *CONSTATS GLOBAUX*

En 2017, une étude publiée en Allemagne indiquait que la biomasse d'insectes aéroportés avait diminué de 76 % en 27 ans dans le pays. Même s'il n'existe pas d'étude équivalente en France, on peut aisément transposer cette situation chez nous.

Si les insectes venaient à disparaître, c'est toute la pyramide alimentaire qui s'effondrerait.

40% des espèces d'insectes sont en déclin et parmi eux les abeilles qui pollinisent l'essentiel de nos fruits et légumes :

ail, asperge, aubergine, oignon, betterave, céleri, choux, courge, citrouille, moutarde, ciboulette, choux, concombre, persil, radis, navets, fève, laitue, amande, pêche, poire, pomme, prune, raisin, fraise, châtaigne, framboises, groseilles etc... Il faut signaler également que celle-ci rend un grand service aux plantes : plus elle butine les fleurs, plus les arbres produiront des fruits de bonne qualité et en bonne quantité. Une fleur mal pollinisée donnera un fruit de mauvaise qualité (forme et saveur).

En 2007, une étude réalisée par l'Institut de l'environnement Woods à l'université de Stanford démontre que les villes assèchent le climat, grâce à des images satellites les scientifiques démontrent un lien entre croissance urbaine et climat. En effet, à l'instar des forêts et des océans, les sols captent le CO2 et donc **plus les sols sont artificialisés, plus le climat va s'assécher localement.**

Une étude du Réseau Action Climat (RAC) sur le phénomène d'étalement urbain, qui consomme en France 60.000 ha - soit l'équivalent de la surface d'un département- tous les sept ans, montre que le phénomène continue de s'accélérer, et qu'il est particulièrement néfaste pour l'environnement. Augmentation des mobilités et des distances domicile-travail, utilisation de la voiture plutôt que des transports en commun, émissions de gaz à effet de serre, fragilisation de la biodiversité, augmentation des risques d'inondation... Pour le RAC, l'augmentation de la surface des agglomérations concourt à notre perte.

Mais je ne donne que des chiffres, et comme le disait l'Abbé Pierre, on ne pleure pas devant les chiffres.

Après les constats, voici quelques propositions.

- **De la nécessité d'entretenir une agriculture résiliente :**

La crise du COVID-19 et notamment le premier confinement extrêmement strict a pu mettre en évidence notre dépendance vis-à-vis de l'étranger. Une étude publiée par la très sérieuse revue *Science* en juillet 2016, conclut que 71% des sociétés humaines doivent trouver des ressources sur d'autres territoires que les leurs.

Il n'est pas impossible qu'un jour prochain l'humanité doive faire face à une autre pandémie, peut être plus meurtrière encore que celle que nous connaissons. Au vu de l'interdépendance des états en termes de biens et services, mais aussi au sein même du territoire national, il est fort probable que les chaînes d'approvisionnement des super et hypermarchés se rompent face à la désorganisation que provoquerait une telle pandémie.

En région parisienne, lors du premier confinement, certains politiciens craignaient des émeutes de la faim.

A très court terme, toutes les communes devront avoir une capacité de résilience en temps de crise.

A l'image de la ville de Mouans Sartoux dans les Alpes Maritimes, nos communes hauts-alpines auraient la possibilité de créer des fermes municipales bio pour alimenter les écoles, les EPHAD et les CCAS. Nous avons toutes les qualités pour accueillir ce type de projets.

Les paysans en permaculture nous montrent qu'il est possible de produire de grandes quantités de fruits et légumes sans une goutte de pesticide, juste en travaillant et en amendant correctement les sols. Nous pourrions inciter ce type de paysannerie à s'installer sur nos territoires et pourquoi pas créer un centre de formation dédié à la permaculture.

Je veux ici donner un exemple pour étayer mes propos : au XIXème siècle, Paris hébergeait de nombreuses parcelles de paysans qui y avaient développé des méthodes bio intensives à la productivité sans pareille, permettant de nourrir toute la ville et même d'exporter. Grâce aux énormes charges de fumier de cheval ramassées dans les rues et les écuries de la ville, le tout mélangé à de la paille, les maraîchers réussissent à augmenter la fertilité de leurs terres d'année en année. Bien loin de l'effondrement actuel de celle des sols français, où les exploitants sont obligés d'ajouter des quantités monstres (et coûteuses) d'engrais synthétiques.

Pour résumer, il est urgent de cesser la minéralisation des champs et des espaces naturels. Il est également urgent de favoriser des filières bio et locales, d'attirer de nouveaux exploitants agricoles avec des pratiques vertueuses car les paysans sont les garants de la terre, en la cultivant ils la protègent de l'appétit féroce des promoteurs immobiliers. Il est également crucial de rendre nos villes résilientes et autonomes d'un point de vue alimentaire.

Pour la SAPN- FNE05

Jérôme Garnier